

APPEL À COMMUNICATIONS

*groupe Identités et Religions : Étude des Nouveaux Enjeux,
Centre d'Études Interdisciplinaires des Faits Religieux - EHESS*

JOURNÉE D'ÉTUDES

« Communautés religieuses et changement social »

S'il est souvent question de « communautés », religieuses notamment, c'est surtout dans la mesure où celles-ci sont considérées comme des groupements délimités, fondés sur le sentiment d'appartenance de leurs membres. Bien que la référence à la « communauté » semble garder toute sa pertinence afin d'explorer les dynamiques d'appartenance et de mobilisation collectives qui animent l'espace social, conserver cette ligne fait courir le risque de réifier et d'altérer des identités ethniques et confessionnelles, et de faire ainsi droit à la catégorie très contestable du « communautarisme », en opposant cette modalité de lien social à celle qui prévaudrait entre les individus dans une société moderne comme tendent à le faire encore de nombreux travaux relatifs aux quartiers « sensibles ».

En premier lieu parce qu'appréhender sans autre forme de procès ces communautés, c'est risquer de les prendre comme un donné, au lieu de les envisager comme résultant d'un processus. En second lieu parce que cela peut conduire à essentialiser l'identité de certaines catégories d'individus par rapport aux dynamiques communautaires dans lesquelles ils se reconnaissent sur un mode affinitaire, au lieu de considérer le fait que celles-ci semblent aujourd'hui être pleinement solidaires des processus de construction sociale de l'individu, notamment des processus d'individualisation du croire sur fond de dérégulation institutionnelle du religieux. Ainsi peut-on légitimement se demander en quoi la « communauté » désigne toujours une modalité particulière du lien social. À cet égard, il nous semble pertinent d'orienter la réflexion vers les processus de formation, de fragmentation, de localisation et de structuration plurielle des « communautés » religieuses – de « communalisation » pour reprendre un vocabulaire webérien – dans la modernité avancée.

Le sujet de la présente journée d'études, inscrit au cœur même du projet sociologique en ce sens qu'il vise la construction du lien social, fait aussi écho à plusieurs entreprises récentes. Les Actes du colloque sur les communautés de Paris tenu en 2007 (I. Sainsaulieu, M. Salzbrunn, L. Amiotte-Suchet, 2010) fournissent des pistes de recherches captivantes sur les dynamiques de communalisation en modernité. Elle a inspiré d'autres initiatives, notamment le colloque « Étudier les communautés par les sciences sociales : ressources, régulations, inégalités » organisé par le Centre Maurice Halbwachs en juin 2013, qui oblige à considérer les communautés en termes de support d'individuation, mais aussi en termes de rapports de domination et d'enjeux de pouvoir lorsque les supports institutionnels d'individuation sont fragilisés. Inscrite dans la continuité de ces travaux, cette journée d'études s'en singularise aussi à un double titre. D'une part parce qu'elle est circonscrite à l'étude des communalisations religieuses. D'autre part parce qu'elle prévoit de privilégier une dimension

peu abordée dans les manifestations susmentionnées : s'interroger sur la dimension utopique du lien communautaire, autrement dit envisager la communauté moins comme un fait que comme une utopie. Ce qui veut dire qu'invoquer la communauté ou tenter de faire communauté n'a de sens que par rapport à une perspective de changement social.

Alors que le lien social se reconstruit en échappant au pouvoir régulateur des grandes institutions, on voit apparaître depuis plusieurs décennies des fraternités électives qui construisent et réinventent imaginativement des lignées communes, qui se présentent comme des utopies. Ce phénomène, au centre d'une longue tradition de recherches (des théologies révolutionnaires aux « nouveaux mouvements religieux »), conserve sa pertinence et rencontre une nouvelle problématique avec le franchissement d'une étape supplémentaire de la sécularisation. Avec le découplage de la religion et de la culture, toutes les religions, des mieux établies historiquement aux minorités dont l'apparition est plus récente, tendent à se vivre comme des minorités sur le plan culturel, voire à faire l'expérience de la domination. Assiégées par une société environnante perçue comme païenne, les acteurs (re)font communauté à travers des aspirations à la reconnaissance et/ou à la visibilité, lesquelles alimentent parfois des engagements militants, tels que l'on peut les observer à l'occasion des manifestations contre la parution des caricatures du prophète Muhammad, ou contre le « mariage pour tous » par exemple. Ces engagements questionnent les processus de communalisation et recouvrent des enjeux au confluent des sciences politiques et des sciences sociales des religions.

Comment ces engagements publics à caractère religieux se construisent-ils, notamment au plan local ? Dans quelle mesure configurent-ils un nouvel espace social de validation communautaire du religieux et s'inscrivent-ils dans l'espace public ? Dans quelle mesure sont-ils pris en compte par les institutions religieuses et politiques ? La question se pose déjà pour les premières, invitées à s'adapter à ces luttes qui se déploient en leur dehors, mises au défi de se les approprier et de les pérenniser à travers de nouvelles modalités de régulation institutionnelle du religieux.

Il y a aussi lieu de s'interroger sur ce rapport plus volontiers revendicatif des groupements religieux à l'égard du politique. Ces mobilisations productrices de « communautés » religieuses sont-elles intelligibles en termes de lutte pour la reconnaissance ou de lutte pour la visibilité ? S'agit-il pour des minorités religieuses stigmatisées de conquérir une égalité de statut avec d'autres religions ? Dans quelle mesure les registres éthiques mobilisés dans l'expression du religieux s'articulent-ils à des régimes de visibilité publique et de génération de conflictualité politique ? Contribuent-elles à remettre en cause les cadres normatifs existants et à redéfinir les frontières de l'espace public, voire le processus même de sécularisation ?

Paradigme fondateur de la sociologie, le concept de « communauté » (dans son opposition à la « société ») est aujourd'hui souvent décrié, et notamment parce qu'il serait rendu inopérant par l'individualisation des trajectoires et le développement de sociétés en réseaux composées de logiques multiples. Les « retours du religieux », leur visibilité et leurs inscriptions conflictuelles dans l'espace public invitent pourtant à reconsidérer la légitimité de ce concept, autant qu'à déconstruire l'opposition société/communauté en tant que fondement

épistémologique de la sociologie. Les acteurs font communauté, invoquant la tradition légitimatrice de la religion dans une perspective de changement social. Ce sont précisément ces dynamiques qui travaillent la réalité sociale, défient les institutions religieuses et les acquis des démocraties sécularisées, que le concept de « communauté » permet de ressaisir.

Cette journée d'études se tiendra le 05 juin à l'EHESS (190-198, avenue de France, Paris XIII^e). Les propositions, faisant entre 3000 et 5000 signes maximum (comprenant un titre), sont à envoyer, avant le 11 avril 2014, à chacune des deux adresses suivantes :

sezeromain@yahoo.fr

a_piettre@yahoo.fr

Les réponses seront rendues, après réunion du comité de lecture, le 30 avril au plus tard.

Composition du comité d'organisation : Mme Rita Hermon-Belot (maîtresse de conférences, directrice du CEIFR-EHESS), Mme Sylvie Taussig (CNRS-UPR 76), M. Alexandre Piettre (LCSP-Université Paris 7, ISSRC-Université de Lausanne), M. Romain Sèze (post-doctorant au GSRL).



Centre d'études
interdisciplinaires
des faits religieux